

LEVE-TOI ET MARCHE

Magazine d'informations et d'analyse du réseau national de Caritas Congo Asbl



RDC : Caritas Congo Asbl implique ses Bureaux diocésains dans la lutte contre les changements climatiques et la pauvreté



In Memoriam:

Caritas Congo Asbl pleure Joseph Kiala et Michel Nlandu. A jamais dans nos cœurs !

Héros National
Merci pour tout

JE SAIS QUE MON PAYS, QUI SOUFFRE TANT, SAURA DÉFENDRE SON INDÉPENDANCE ET SA LIBERTÉ.
Père-Evêque LUMUMBA

ONALLA DU 22 AU 24 JUIN | KISANGANI DU 24 AU 26 JUIN | HAUT-KATANGA DU 26 AU 27 JUIN | KINSHASA DU 27 AU 30 JUIN

Bon retour au Pays
1925 - 1961
presidence.cd

SUD-KIVU : le projet de « Protection et alternatives durables contre l'esclavage moderne dans l'Est de la RD. Congo » produit déjà ses premiers résultats

SOMMAIRE

Editorial:

- Caritas : apporter de l'espoir là où il y a du désespoir !

3 - 4

Actualités:

- Mgr Djomo ; « Depuis la mort de PE. Lumumba, Seigneur notre Dieu, notre pays continue à connaître les douleurs de l'enfantement »
- RDC : la loi des Peuples Autochtones Pygmées adoptée et votée au Sénat

5 - 6

Dossier :

- RDC : Caritas Congo Asbl implique ses Bureaux diocésains dans la lutte contre le changement climatique et la pauvreté
- Au 3ème jour de l'atelier de Caritas : la Communication pour des comportements d'atténuation et d'adaptation aux effets de changement climatique
- RDC : engagements et recommandation du Réseau Caritas face au changement climatique et la lutte contre la pauvreté
- NORD-KIVU : éducation environnementale et distribution des arbres à 1.300 écoliers de Musienene par Caritas-Développement Butembo-Beni

7 - 10

Témoignages :

- HAUT-UELE: Pauline sauvée du travail au bar d'un carré minier et étudie grâce à Caritas
- MAI-NDOMBE : Caritas-Développement Inongo fait don de sa 1ère récolte de maïs aux femmes prenant en charge les enfants malnutris

11

Développement:

- KASAÏ ORIENTAL : CRS, CDM et REFED ensemble pour l'autonomisation de 99 villages grâce au projet TUDIKOLELA
- TANGANYIKA : les ménages autochtones Twa initiés à la saponification pour diversifier leurs sources de revenus
- KWILU: Caritas-Développement Kikwit appuie la pisciculture Villageoise dans le Secteur Kwenge
- ITURI: TROCAIRE soutient les actions de la Caritas-Dév. Wamba pour la population de Mambasa
- RDC : Caritas Congo Asbl informée sur le Programme de Développement Local des 145 Territoires

12 - 17

Urgences:

- KASAÏ CENTRAL : aide d'urgence multisectorielle de Caritas en cours pour 1.900 ménages vulnérables à Kananga et Luiza
- RDC: le Coordonnateur humanitaire réitère l'importance de respecter le Droit international humanitaire

18 - 19

Santé:

- ITURI : Caritas Bunia participe à la réparation des femmes porteuses de fistules à Mahagi et Rethy
- Kasai & Kasai Central : la Maison Civile du Chef de l'Etat vient en appui aux Structures sanitaires des 4 Diocèses
- Des diagnostics communautaires menés dans la Zone de Santé de Kirotshe par la Caritas Goma
- SUD-KIVU : en plus des bornes fontaines aménagées, Caritas Bukavu construit des bureaux de leur gestion dans 3 Zones de Santé

20 - 24

« Lève-toi et marche » fait parler...:

- Haut-Katanga et Lualaba: expérience du BDOM Lubumbashi contre la séquestration par des hôpitaux des femmes césariées

25 - 26

« Carnet de voyage »

- TANGANYIKA : 18 enquêteurs et superviseurs formés par Caritas Congo Asbl sur le Suivi Post-distribution des Moustiquaires à Kongolo

27



6
Le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl ouvrant l'atelier national du Réseau Caritas sur le changement climatique et la lutte contre la pauvreté



16
Caritas Wamba remettant des outils aratoires aux ménages vulnérables à Mambasa



20
Des ménages sinistrés de la pluie diluvienne à l'extérieur du siège de Caritas Kindu où le Cash Transfert leur était remis




22
Remise des clés de l'un de 3 bureaux de gestion des bornes fontaines aménagées par la Caritas Bukavu dans 3 Zones de Santé

Editorial

Caritas : apporter de l'espoir là où il y a du désespoir !

« Nous, en tant que Caritas, sommes chargés d'apporter de l'espoir là où il y a du désespoir », a rappelé le Secrétaire Général de Caritas Internationalis.

«  Aloysius John s'adressait ainsi aux délégués à l'Assemblée d'orientation de Développement et Paix - Caritas Canada, qui s'est tenue du 16 au 19 juin 2022 à Halifax, sous le thème « Nourrir l'espoir ». Dans la même lancée, et parlant de l'angoisse provoquée tant par la crise de la Covid-19 que de la guerre en Ukraine, le Président de la Caritas Internationalis, le Cardinal Tagle, a renchéri : « *Aucune arme ne peut tuer l'espérance, la bonté de l'esprit dans une personne humaine. Il existe de nombreux témoignages à ce sujet. L'espérance en Jésus-Christ et sa résurrection sont vraies et on peut le voir dans le témoignage de tant de personnes* ».

Voilà pourquoi, Caritas partage la mission de l'Eglise Catholique de servir les pauvres et de promouvoir la Charité et la Justice partout dans le monde. Caritas répond aux crises humanitaires créées par les catastrophes naturelles, et causées également par les conflits ainsi que les effets du changement climatique.

Caritas sauve des vies, soulage les souffrances et aide à reconstruire des moyens de subsistance et des communautés dans le long terme de manière à ce que les femmes et les hommes des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables soient capables de survivre et de se remettre de crises humanitaires et de vivre dans un environnement sûr et sain.

Cette mission sert de soubassement aux interventions de tous les 162 membres de la Confédération Caritas Internationalis, opérationnels dans plus de 200 pays et Territoires. Depuis sa création en décembre 1951, Caritas Internationalis s'est vu confier la mission de toujours mettre la personne humaine au centre de chaque activité humaine. Face aux nombreuses souffrances causées par les vicissitudes de la vie, Caritas, à la lumière de Jésus-Christ et la parabole du Bon Samaritain, voit la détresse du prochain et agit.

Caritas Congo Asbl ne déroge pas à cette option préférentielle pour les pauvres, l'un de ses grands principes. Cela se voit dans les interventions du Réseau national de Caritas en RDC. Le n°057 de son magazine trimestriel « **Lève-toi et marche** », couvrant la période allant d'avril à juin 2022 en présente un riche échantillon.

Le « **Dossier** » de cette livraison est consacré à l'implication du réseau national de Caritas en RDC face au changement climatique et la lutte contre la pauvreté. Caritas Congo Asbl a organisé en fin mai dernier un atelier national à ce propos, auquel ont pris part ses Caritas-Développement diocésaines disséminées à travers la République Démocratique du Congo (RDC). Des engagements et recommandations pertinents y ont été formulés.

La rubrique « **Développement** » emmène les lecteurs au Kasai Oriental où Caritas-Développement Mbujimayi et ses partenaires sont engagés dans l'autonomisation de 99 villages grâce au projet TUDIKOLELA. Dans la Province du Tanganyika, Caritas-Développement Kongolo initie des ménages autochtones Twa à la saponification pour diversifier leurs sources de revenus. Dans le Kwilu, Caritas-Développement Kikwit appuie la pisciculture Villageoise dans le Secteur Kwenge. En Ituri, TROCAIRE soutient les actions de la Caritas-Développement Wamba pour la population de Mambasa. Par ailleurs, soucieuse de la promotion intégrale de l'homme, Caritas Congo Asbl a été informée par le Cabinet du Ministre du Plan sur le Programme de Développement Local des 145 Territoires, une initiative porteuse d'espoir du Gouvernement congolais.

La rubrique « **Urgences** » renseigne sur l'aide d'urgence multisectorielle de la Caritas en cours en faveur de 1.900 ménages dans la province du Kasai Centrale. Elle relaie le plaidoyer du Coordonnateur humanitaire en RDC en faveur de 5,9 millions personnes déplacées internes en RDC, dont 700.000 depuis le début 2022. Bruno Lemarquis réitère l'importance de respecter le Droit international humanitaire, en soulignant notamment que les civils et le

Caritas : apporter de l'espoir là où il y a du désespoir !

Personnel humanitaire ne doivent pas être pris pour des cibles. Dans le Kasai, la Caritas Luebo et le PAM procèdent au ciblage et enregistrement biométrique des ménages vulnérables dans la zone de santé de Ndjoko Punda.

En matière de « **Santé** », cette livraison s'intéresse aux diagnostics communautaires menés dans la Zone de Santé de Kirotshe par la Caritas Goma au Nord-Kivu, tandis que dans le Kasai et Kasai Central, la Maison Civile du Chef de l'Etat vient en appui aux Structures sanitaires des 4 Diocèses. Dans la Tshopo, la Caritas et ses Partenaires ont lancé la 3ème phase du diagnostic précoce et traitement des enfants vivant avec le VIH.

Dans ce registre, « **Lève-toi et marche fait parler ...** » le Superviseur du Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM) Lubumbashi qui parle de l'expérience de son Institution contre la séquestration par des hôpitaux des femmes césarisées dans les provinces du Haut-Katanga et Lualaba.

Le « **Carnet de voyage** » nous conduit dans le Tanganyika où 18 enquêteurs et superviseurs ont été formés à Kongolo par Caritas Congo Asbl sur le Suivi Post-distribution des Moustiquaires.

Par ailleurs, cette édition de « *Lève-toi et marche* » présente les « **Témoignages** » de Pauline, sauvée du travail au bar d'un carré minier et qui étudie désormais grâce à Caritas dans le Haut-Uélé. Des prenant en charge des enfants malnutris ont reçu en outre un don de maïs de la Caritas-Développement Inongo en Province du Mai-Ndombe, fruit de la 1ère récolte de son champ.

Ces informations sont accompagnées de la rubrique « **Actualités** » qui fait un zoom sur la prière dite par la CENCO à l'inhumation de la dépouille du 1er Premier Ministre congolais, EP Lumumba et sur le vote par le Sénat de la loi des Peuples Autochtones Pygmées.

Autant de sujets dont nous vous recommandons respectueusement la lecture.

Caritas Congo Asbl

Editeur-Responsable

Caritas Congo Asbl

Rédacteur en Chef

Guy-Marin Kamandji

Secrétaire de rédaction

Mona Kapupu

Comité de rédaction

Boniface Nakwagelewi, Abbé Eric Ebedilembe, Thadée Barega, Jean Munongo, Christian Nsangamina, André Mathunabo, Alfred Kumbela, Pascal Boketshu, Rosette Nkololo, Kennedy Kayembe, Didier Mapele, Guy-Marin Kamandji, Arnold Mulenda

Rédaction centrale

Guy-Marin Kamandji, Paris Mona, Vanessa Iragi, Aimé Lopa, Crispin Nawej, Lydie Waridi Kone, Clément Kayembe, Joseph Kamenga, Davin Kuya, Dieudonné Kalolo, Ir Firmin Mfumba, Ir Archange Ntil Ibamur, Gilbert Nakadindi, Abbé Egide de la Croix Mbimba, Ir Anselme Mambo, Augustin Kandi-Da

Correspondants occasionnels**DIA, OCHA****Maquette**

Raymond Kasongo

Mise en page

Guy-Marin Kamandji

Photographie

Caritas Congo Asbl

Site web: www.caritasdev.cd

Impression: MédiasPaul

Adresse:

Avenue Basoko n° 26, C/ Gombe, Kinshasa

B.P.: 3258 Kinshasa I - République

Démocratique du Congo

Courriel:

communication@caritasdev.cd

Tél.: +243 998 45 60 39

c/ Les textes et les photos de ce magazine peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source: caritasdev.cd

Photo de couverture:

Vue des participants à l'atelier national de Caritas sur le changement climatique et la lutte contre la pauvreté

Couverture arrière:

Réservoir de 10 m3 dans le cadre d'un projet d'adduction d'eau potable par la Caritas Wamba à Mambasa

Mgr Djomo ; « Depuis la mort de P.E. Lumumba, Seigneur notre Dieu, notre pays continue à connaître les douleurs de l'enfancement »

Le jeudi 30 juin 2022 à l'échangeur de Limete à Kinshasa, lors de l'inhumation de Patrice Emery Lumumba, le tout premier Premier ministre de la RDC, Mgr Nicolas Djomo, Evêque émérite de Tshumbe, dans le Sankuru, a dit la prière de la CENCO.

PRIERE DE LA CENCO A L'INHUMATION DE PATRICE EMERY LUMUMBA

Seigneur Dieu notre Père,

Nous te rendons grâce pour ton fils et (ton) serviteur, Patrice Emery Lumumba. Tu lui as accordé ta grâce pour qu'il se dévoue généreusement au service de notre pays, du peuple congolais, avec un esprit d'amour et d'abnégation remarquables, qui l'a conduit jusqu'au sacrifice suprême de sa vie. Martyr de l'indépendance, Patrice Emery Lumumba est mort pour la défense de la dignité humaine de tes filles et fils de la RD Congo.

Dieu éternel, toi qui as proclamé bienheureux les persécutés pour la justice (Matthieu 5,10), accorde à ton serviteur le repos éternel et la couronne de gloire que tu as réservée à tous ceux qui luttent inlassablement pour la dignité de tes enfants et pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Dieu notre Père, regarde avec bonté les enfants, les petits-enfants et toute la famille biologique de P.E. Lumumba. Console-les toi-même, Père, et bénis-les abondamment.



Mgr Djomo (au centre) lors de l'accueil de la dépouille de Patrice Emery Lumumba au Sankuru

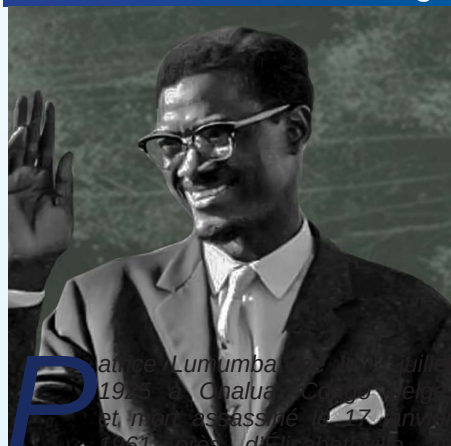
Depuis la mort de P.E. Lumumba, Seigneur notre Dieu, notre pays continue à connaître les douleurs de l'enfancement. Nous Te supplions de fortifier le courage de tous ceux et toutes celles qui cultivent les vertus patriotiques de ton serviteur Lumumba et de raviver l'espérance de tous ceux qui ploient sous le poids des injustices et de la misère.

Regarde avec bonté le peuple pour qui Patrice Emery Lumumba, Maurice Mpolo, Joseph Okito et bien d'autres personnes que Tu connais, ont souffert et sont morts : conduis-le à la prospérité et à la justice auxquels ils avaient ardemment aspiré.

Nous te le demandons par Jésus Christ ton Fils notre Seigneur, qui règne avec Toi et l'Esprit Saint maintenant et pour les siècles des siècles. Amen !

**Kinshasa, le 30 Juin 2022.
LA CENCO**

Biographie de Patrice-Emery Lumumba



Patrice Emery Lumumba (1925-1961) est un homme d'État congolais, premier Premier ministre de la République démocratique du Congo (République du Congo de 1960 à 1964) de juin à septembre 1960. Il est, avec Joseph Kasa-Vubu, l'une des principales figures de l'indépendance du Congo belge. Il est considéré en République démocratique du Congo comme le premier « héros national » du pays post-indépendance.

Jeunesse et vie professionnelle

Patrice Émery Lumumba est né à Onalua (territoire de Katako-Kombe au Sankuru,

Congo belge, dans l'actuelle République démocratique du Congo). Il fréquente l'école catholique des missionnaires puis, élève brillant, une école protestante tenue par des Suédois. Jusqu'en 1954 (année de la fondation d'un réseau d'enseignement laïque et de la première université), la Belgique coloniale n'a que peu développé le système d'éducation, entièrement confié aux missions religieuses. L'école ne donne qu'une éducation rudimentaire et vise plus à former des ouvriers que des clercs, mais Lumumba, autodidacte, se plonge dans des manuels d'histoire.

Il travaille comme employé de bureau dans une société minière de la province du Sud-Kivu jusqu'en 1945, puis comme journaliste à Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) et Stanleyville (Kisangani) employé de 2e classe à la poste, période pendant laquelle il écrit dans divers journaux.

En septembre 1954, il reçoit sa carte d'« immatriculé », réservée par l'administration belge à quelques éléments remarquables du pays (200 immatriculations sur les 13 millions d'habitants de l'époque).

Il découvre, en travaillant pour la société minière, que les matières premières de son pays jouent un rôle capital

dans l'économie mondiale, mais aussi que les sociétés multinationales ne font rien pour mêler des cadres congolais à la gestion de ces richesses. Il milite alors pour un Congo uni, se distinguant en cela des autres figures indépendantistes dont les partis constitués davantage sur des bases ethniques sont favorables au fédéralisme. L'historien congolais Isidore Ndaywel è Nziem précise : « Lumumba, à cause de son identité de Tetela, avait son électorat « naturel » dispersé dans l'ensemble du pays, ce qui l'obligeait à jouer une carte nationaliste unitaire ».

Il ne plaide pas pour une indépendance immédiate, d'autant plus qu'il a pris conscience que les frontières du Congo belge et des colonies françaises, anglaises et portugaise voisines sont arbitraires, fixées par les puissances coloniales, ce qui posera un jour la question de répartir les richesses entre les futurs pays africains indépendants. En 1955, il crée une association « APIC » (Association du personnel indigène de la colonie) et aura l'occasion de s'entretenir avec le roi Baudouin en voyage au Congo, sur la situation sociale des Congolais.(...)

Source : Wikipédia

RDC : La loi des Peuples Autochtones Pygmées adoptée et votée au Sénat

La loi portant protection et promotion des droits des Peuples Autochtones Pygmées a été adoptée et votée par l'Assemblée plénière au Sénat en séance du vendredi 10 juin 2022.

Cette loi prend en compte les conditions formelles d'accès aux services sociaux de base, notamment l'éducation, l'habitat, les soins de santé et la justice qui restent en grande partie en défaveur de ce groupe et l'enfoncent dans un déséquilibre social récusable.

Elle propose de combler le vide législatif en matière de protection et promotion des peuples autochtones pygmées, tout en garantissant les facilités d'accès à la justice et aux services sociaux de base, la reconnaissance des usages, coutumes et de la pharmacopée des peuples autochtones pygmées non contraire à la loi et la plénitude de la jouissance des terres et des ressources renfermées dans leurs milieux de vie.

La loi de PAP comporte huit chapitres et cinquante-neuf articles. Il s'agit des dispositions générales, des droits civils et politiques,



Expression de joie après l'adoption de ladite loi par l'Assemblée Nationale le 07 avril 2021

des droits économiques, sociaux et culturels, du droit à l'environnement, du droit à la terre et aux ressources naturelles, du droit au travail, des dispositions pénales et des dispositions abrogatoires et finales.

Etant donné que la question de protection de terres des PAP est très capitale, cette loi précise à son article 42, que l'Etat accorde reconnaissance et protection juridique aux terres et aux ressources que les peuples autochtones pygmées possèdent, occupent et utilisent traditionnellement. Cette reconnaissance se fait dans le respect des us

et coutumes des peuples autochtones.

En guise de rappel, la Caritas Congo Asbl, grâce au financement du Projet d'Appui aux Communautés Dépendante de la Forêt (PAC-DF), a appuyé la Dynamique de Groupe de Peuples autochtones (DGPA) pour assurer le suivi de la loi portant promotion et protection des peuples autochtones en RDC. Il sied de signaler aussi les efforts fournis par d'autres Organisations qui accompagnent les peuples autochtones en RDC.

Paris Mona

In Memoriam: Joseph Kiala, un brillant chevalier de la plume a rendu sa révérence

- Joseph KIALA Ki Mbala Na Mbasi est né le 10 août 1956. Il est décédé le 05 avril 2022 à Kinshasa. Fils de Mr Kiala Makumbi et de Mme Mayamba, tous déjà décédés, il était originaire du Secteur Mfidi, Territoire de Madimba, District de Lukaya dans la Province de Kongo Central.
- Joseph Kiala a fait ses études secondaires à l'ex-Athénée de Kalina où il a obtenu son Diplôme d'Etat en Section Littéraire, Option Latin-Philo. • Joseph Kiala a ensuite fait sa Licence en Journalisme à l'Institut Supérieur des Techniques de l'Information, ISTI en sigle, devenu aujourd'hui IFASIC ;
- Sur le plan professionnel, il a exercé pendant plus de 20 ans la fonction de Secrétaire de rédaction de l'Agence de presse catholique DIA jusqu'en mai 2008.
- A la Caritas Congo Asbl, il a été engagé le 02 juillet 2008 comme Chargé du Secrétariat du Service de Promotion de la Santé, avant d'exercer respectivement les fonctions de Chargé du Magasin, Chargé de Communication adjoint, Secrétaire de direction et Chargé de Fonds de Solidarité. Joseph Kiala a pris sa retraite le 10 août 2021. • Homme de culture, il a participé à la rédaction de plusieurs ouvrages...

Hommages de Dr Bruno MITEYO à Joseph Kiala:

Joseph Kiala a écrit "*Étienne Tshisekedi raconté par Mgr Gérard Mulumba*". Dans son speech lors de la présentation de cet ouvrage le 21 avril 2022, l'actuel Chef de la Maison Civile du Chef de l'Etat, et ancien Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, Dr Bruno Miteyo Nyenge, a rendu un vibrant hommage à l'illustre disparu et auteur. « *Homme d'une grande culture, il savait puiser dans son riche vocabulaire français des mots qu'il fallait pour rendre vivants ses articles, fruit de ses interviews et reportages. Au-delà de ses diverses prestations professionnelles, Joseph Kiala (...) était charitable, mais également un conseiller pointillé. Cette qualité de conseiller pointillé, j'en ai bénéficié particulièrement lors la publication de certains ouvrages que j'ai pu écrire sur sous les œuvres caritatives que sur les valeurs de mon clan* ». Ce livre compte 123 pages dont 76 reprennent l'entretien entre l'auteur et l'ex-chef de la Maison civile du chef de l'État, et 40 portent les annexes notamment les photos et témoignages.

RDC : Caritas Congo Asbl implique ses Bureaux diocésains dans la lutte contre les changements climatiques et la pauvreté



Photo de famille à l'ouverture de l'atelier national de Caritas sur le changement climatique

L'atelier national de partage d'expériences des Membres du Réseau Caritas en RDC sur le changement climatique et la lutte contre la pauvreté qui s'est tenu du 30 mai au 01 juin 2022, au Centre d'Accueil Caritas à Kinshasa a été ouvert par le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, Mr Boniface Nawangelewi Ata Deagbo.

Cet atelier a réuni les Responsables des Bureaux Diocésains de Caritas-Développement et les équipes terrain impliquées dans la mise en œuvre des projets en lien avec la lutte contre le changement climatique et la pauvreté.

L'objectif général de cet atelier a été de capitaliser et de partager les bonnes pratiques développées au niveau du Réseau Caritas en RDC dans la lutte contre les changements climatiques et la lutte contre la pauvreté en vue d'en tirer les expériences innovatrices et les principales leçons apprises qui

seront transcrites dans un document de plaidoyer à partager aux Partenaires techniques et financiers.

Dans son discours d'ouverture des travaux, le Secrétaire Exécutif a rappelé que l'un des principes du Réseau Caritas est l'option préférentielle pour les pauvres. « *Nous avons ainsi le devoir de combattre la pauvreté, qui, selon le PNUD, est présentée comme l'absence des capacités humaines de base : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée* ». (PNUD, 2000), a-t-il souligné. En d'autre terme, une personne vit dans la pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires (tels que l'habillement ; l'énergie et le logement) et alimentaires.

Le Secrétaire Exécutif a exprimé sa joie de voir toute la famille Caritas réunie afin de réfléchir autour du rôle qu'elle doit

jouer, en tant qu'Église, en tant que Réseau pour apporter la contribution dans la lutte contre le changement climatique et la lutte contre la pauvreté. « *Ces fléaux sont comptés parmi les facteurs à la base de la dégradation des conditions de vie des populations pour qui nous travaillons, il s'agit bien entendu des pauvres qui constituent la cible préférentielle des actions que nous menons* », a signalé le Secrétaire Exécutif.

Après le mot du Secrétaire Exécutif, les participants se sont présentés et toutes les provinces ecclésiastiques ont été représentées.

Cette session avait prévu des exposés par Provinces Ecclésiastique (bilan de réalisations des projets terrain en lien avec la lutte contre les changements climatiques et la pauvreté), des travaux en carrefours, notamment sur les défis majeurs à relever pour lutter contre les changements climatiques et la pauvreté ainsi que les actions pertinentes sous formes d'idées de projet en cette matière. Le Facilitateur Professeur Tolérant Lubalega, Directeur de la Réserve de Biosphère de Luki et Chercheur à l'INERA, a remercié la Caritas qui a pris l'initiative d'organiser cet atelier. Ce dernier a présenté au début de l'atelier les « *notions de base sur le changement climatique et la pauvreté* ».

Paris Mona

Au 3ème Jour De L'atelier De Caritas : la Communication pour des comportements d'atténuation et d'adaptation aux effets de changement climatique

« Rôles et apports de l'Eglise catholique dans la lutte contre le changement climatique et lutte contre la pauvreté », c'est le sujet au centre des travaux en carrefours à la 3ème journée de l'atelier national que Caritas Congo Asbl organisé depuis lundi 30 mai 2022 à son centre d'accueil à Kinshasa.

Après les deux premières journées des travaux, les 75 Responsables des Caritas-Développement du pays devraient s'engager pour des actions d'atténuation et d'adaptation aux effets de changement climatique à mener.

La journée de mercredi 1er juin 2022 a commencé par la lecture, amendements et validation du compte-rendu de la deuxième journée, présenté par la Province Ecclésiastique de Kinshasa, et suivie par son évaluation.

Par ailleurs, le Secrétaire Exécutif, Mr Boniface Nakwagelewi ata Deagbo, a exhorté toutes les Caritas-Développement dio-

césaines à continuer à travailler en professionnels pour l'intérêt des populations, sauvegardant ainsi l'image de la Caritas et de l'Eglise catholique.

Peu avant son intervention, le Chargé de Communication de la Caritas Congo Asbl, Guy-Marin KAMANDJI, a planché sur la « contribution de la communication dans la dissémination de bonnes pratiques dans la lutte contre le changement climatique et la lutte contre la pauvreté ». Dans son exposé, il a montré comment la communication est importante notamment dans le changement des comportements de la population et des décideurs dans l'atténuation et l'adaptation aux effets du changement climatique.

Pour ce faire, l'orateur a proposé quelques moyens à utiliser : des moyens adressés au public (images, saynètes, spots, émissions radiotélévisées, médias classiques et numériques, Etc.) et des moyens pour les Responsables des Caritas-Développement diocésaines (un Groupe WhatsApp spécifique,



les sermons dans les églises et Communautés Ecclésiales Vivantes de Base/CEVB, les moyens de communication de la Caritas Congo Asbl). Mr Kaman-dji a fini son exposé en insistant sur l'Education environnementale à dispenser dès le bas âge aux enfants, particulièrement par la plantation des arbres à l'école et à la maison, ainsi que la protection de l'environnement.

En outre, le Facilitateur, Professeur Tolérant Lubalega, Directeur de la Réserve de Biosphère de Luki et Chercheur à l'INERA, a présenté 5 perspectives en guise d'engagements pour les participants : l'éducation des communautés, la mobilisation des leaders d'opinions pour une lutte efficace contre les feux de brousse non-contrôlés, la restauration des espaces dégradés par la plantation des arbres, la synchronisation des pratiques d'alerte et de veille humanitaire et enfin la diagnostique spécifique (l'atténuation pour diminuer les effets de serre et l'adaptation).

Vanessa IRAGI



Le Chargé de Communication de la Caritas Congo Asbl lors de son exposé à l'atelier national de Caritas sur le changement climatique et la lutte contre la pauvreté

RDC : engagements et recommandation du Réseau Caritas face au changement climatique et la lutte contre la pauvreté

Caritas Congo Asbl a organisé du 30 mai au 1er juin 2022 un atelier national de partage d'expériences des Membres du Réseau Caritas en RDC sur le changement climatique et la lutte contre la pauvreté. Soixante-quinze Responsables, représentant 42 sur les 47 Caritas-Développement diocésaines opérationnelles au pays, y ont activement pris part. Les travaux se sont déroulés au Centre d'accueil Caritas à Kinshasa/Gombe, sous la Facilitation du Prof Tolérant Lubalega, Directeur de la Réserve de Biosphère de Luki et Chercheur à l'INERA (Institut National de Recherches Agronomiques).

Les participants ont d'abord appris les « **Notions de base sur le changement climatique et la pauvreté** » ainsi que sur le cycle et la gestion de l'eau. Ils ont aussi été informés sur l'Encyclique du Pape François sur la sauvegarde de l'environnement (*Laudato Si'*) et les activités menées par la Commission Episcopale des Ressources Naturelles (CERN). L'apport de la Communication dans la dissémination de bonnes pratiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique a été également présenté à l'assemblée.

Ces matières ont guidé les participants lors des travaux en carrefours durant lesquels, regroupés en six Provinces Ecclésiastiques, ils

ont identifié les facteurs à la base du changement climatique et ses effets. Ils ont passé en revue les défis majeurs à relever pour lutter contre le changement climatique et la pauvreté, avec un regard sur les atouts et les enjeux y afférents. Les Caritas-Développement diocésaines ont par la suite échangé leurs expériences en cette matière et déterminé le « *rôle et apports de l'Eglise catholique face au changement climatique et la lutte contre la pauvreté* ». Elles ont ainsi énuméré des actions pertinentes, sous forme des projets, en vue de lutter contre le changement climatique et la pauvreté.

Inverser la tendance

Au vu du tableau sombre peint durant les assises, les Caritas-Développement diocésaines ont pris plusieurs résolutions, notamment celles de créer chacune une forêt artificielle de 30.000 arbres ; initier des marches écologiques qui débouchent à la plantation des arbres ; mobiliser un "Fonds vert" au niveau du Réseau Caritas ; restituer l'enseignement reçu à tous les Agents Caritas impliqués dans les interventions de promotion de développement durable et introduire les questions écologiques dans les homélies et rencontres des Communautés Ecclésiales Vivantes de Base.



Photo de famille à l'ouverture de l'atelier national de Caritas Congo Asbl sur le changement climatique et la lutte contre la pauvreté

NORD-KIVU : éducation environnementale et distribution des arbres à 1.300 écoliers de Musienene par Caritas-Développement Butembo-Beni

Dans le cadre du projet Appui à la sécurité alimentaire et à la résilience de petits producteurs agricoles et des populations vulnérables face aux effets de Covid-19 en RD CONGO, la Caritas-Développement Butembo-Beni a organisé mercredi 15 juin 2022 la distribution des arbres de *Grevillea robusta* à 1.300 écoliers et 30 enseignants de l'Ecole Primaire KATOLO de Musienene, située à 20 km de la Ville de BUTEMBO, en province du Nord-Kivu, sur la route Butembo-Goma.

Ce projet est financé par l'Agence Norvégienne de la Coopération Internationale (NORAD), à travers la Caritas Norvège. L'objectif de cette activité est de contribuer à la protection de l'environnement. Elle s'est déroulée en présence des autorités scolaires et du Chargé de l'environnement en chefferie des Baswagha, Mr MUTSOPI Kisala. Ce dernier a demandé aux écoliers et enseignants de bien veiller sur ces arbres, message qui a été réitéré par la Directrice de l'EP KATOLO, Sœur MBAMBU KAHINDO Kasomo. Les poèmes sur



la protection de l'environnement et la lutte contre la Covid-19 ont été récités par les écoliers. Ir MAMBO MUHIMA Anselme Caritas-Développement Butembo-Beni

RDC : engagements et recommandation du Réseau Caritas face au changement climatique et la lutte contre la pauvreté

Par ailleurs, les participants ont recommandé notamment d'introduire les enseignements sur le changement climatique à différents niveaux de l'Education nationale ; organiser des rencontres régulières entre les Autorités Politico-Administratives et les Autorités Ecclésiastiques sur le changement climatique et la lutte contre la pauvreté. Aux Pères Evêques, ils ont demandé de publier des Lettres Pastorales sur le changement climatique à diffuser dans toutes les paroisses.

« *Ce qui me réjouit, dans les interventions et échanges, ce sont à la fois les actions arrêtées ensemble, en termes de Feuille de route pour la suite de notre atelier, afin d'apporter notre contribution dans les efforts globaux de lutte contre le changement climatique et la pauvreté* »,

a déclaré le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, Mr Boniface Nakwagelewi ata Deagbo, clôturant ces travaux. Et, citant les Ecologistes, il a ajouté : « *il faut penser globalement ; mais, agir localement* ». Tenant compte du difficile contexte actuel (Covid19, crise économique), il a exhorté les Caritas-Développement diocésaines à commencer des actions à leur niveau, sans attendre nécessairement des interventions venant du niveau national, du Gouvernement congolais ainsi que des Partenaires Techniques et Financiers. Il les a assurées de l'appui total du Réseau Caritas et des Evêques de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO).

Mr Boniface Nakwagelewi ata Deagbo a remercié tous les participants (qui ont supporté eux-mêmes leurs titres de voyage)

ainsi que le Facilitateur pour la qualité de leurs interventions « *qui vont aider à la construction d'une dynamique nationale et locale, engagée dans les actions de lutte contre le changement climatique et la pauvreté* ».

Désormais unis pour aider les communautés locales, y compris les jeunes et les femmes, à lutter contre la déforestation, la désertification, la perte de la biodiversité, tous les participants sont conscients qu'il faut « *inverser cette tendance* » pour que « *nos enfants n'héritent pas du poids* » des effets du changement climatique susmentionnés.

Guy-Marin Kamandji

HAUT-UELE : Pauline sauvée du travail au bar d'un carré minier et étudie grâce à Caritas

Je vendais au bar dans un carré minier dénommé « Libreville ». C'était un travail plein de souffrances ; on me payait avec difficulté. C'est très éprouvant de travailler là-bas ; c'est mieux d'étudier. Au bar, si l'argent se perd, la patronne nous injuriait et parfois ne nous payait plus. Nous travaillions de 08 à 22 heures. Quand les creuseurs devenaient ivres, ils nous dérangeaient sans cesse. Ils nous touchaient au corps, et si vous n'êtes pas prudentes, les violences sexuelles peuvent arriver. On nous payait 45.000 Francs (22.5 \$ US) par mois.

Grâce à la Caritas, j'ai repris les études. J'étudie en 2ème année des Humanités Pédagogiques à l'Institut Anoolite de la localité Bafwabango, appelé « 51 », dans la province du Haut-

Uélé. J'ai bénéficié aussi d'une formation sur les Droits de l'Enfant : l'Enfant a droit au nom, à l'Education, à la nourriture, aux soins. Aujourd'hui, je suis bien, puisque j'ai quitté la souffrance et j'étudie. Je signale que nous étions huit filles dans ce bar. Les autres ont préféré continuer à y travailler, soutenant que les études ne sont pas importantes pour gagner sa vie. Voilà pourquoi, je remercie Caritas pour m'avoir sauvée de ce travail dangereux. Pauline reçoit en fait de Caritas les frais et kits scolaires.

En effet, Caritas Congo Asbl s'est engagée avec la Caritas Norvège, dans un projet visant à récupérer des enfants travaillant dans les mines. Ce projet est mis en œuvre dans trois Provinces de la RDC (Sud-Kivu, Haut-Uélé et Ituri) par les Caritas Uvira et Wamba. Il est financé



Pauline, confiante en son avenir, grâce aux études

grâce à l' « Opération Dagsverk » (OD), une collecte des fonds lancée au mois d'octobre 2019 par des élèves en Norvège pour soutenir ledit projet pour une durée de 4 ans, soit de 2020-2023.

GMK

MAI-NDOMBE : Caritas-Développement Inongo fait don de sa 1ère récolte de maïs aux femmes prenant en charge les enfants malnutris

La Caritas-Développement Inongo, dans le souci de remplir sa mission d'Association d'aide aux plus vulnérables, a fait don de sa première récolte de maïs aux femmes responsables des structures qui prennent en charge les enfants malnutris.

Très satisfaite de ce geste généreux, une de ces femmes responsables s'est exprimée en ces mots : « Nous remercions la Caritas Inongo pour ce geste louable en faveur de ces enfants vulnérables qui sont parfois abandonnés à leur triste sort. Et nous espérons qu'il ne sera pas le dernier. Nous encourageons cette volonté d'aide aux plus vulnérables ».

Pour rappel, la Caritas-Développement Inongo a consacré plus de 10 hectares de savane à l'agriculture afin de nourrir un bon nombre d'ha-



bitants d'Inongo et de servir de modèle de développement durable, en protégeant la forêt.

Davin KUYA BOINTWASO Responsable
Bureau de Communication Caritas Inongo

KASAÏ ORIENTAL : CRS, CDM et REFED ensemble pour l'autonomisation de 99 villages grâce au projet TUDIKOLELA

Un atelier sur l'élaboration de plan de développement villageois s'est ouvert mercredi 22 juin 2022 au village Kankuenda, situé à 30 Kms de Mbujimayi, dans l'Aire de Santé de Tshikama, en Province du Kasai Oriental. Cette session de cinq jours vise à renforcer les capacités des agents de la Caritas-Développement Mbujimayi (CDM) et autres partenaires sur l'élaboration du plan de développement villageois. Elle s'est tenue au Bureau Central de la Zone de Santé de Mukumbi, espace d'intervention du programme *Tudikolela*, entendez « *Auto-prise en charge* ». Cette formation prévue pour cinq jours au Bureau Central de Mukumbi, animée par Monsieur Francis Muya, ayant en charge le volet Agri-nutrition.

Ce programme de développement poursuit l'objectif d'emmener tous les acteurs au projet à maîtriser les techniques ainsi que les étapes à suivre pour l'élaboration du plan de développement de village, et de conduire / animer le processus de sa mise en œuvre en faveur des communautés bénéficiaires.

Processus d'autonomisation locale pour 99 villages bénéficiaires

Il sied de relever qu'à l'issue de cette phase initiale de for-



Vue des participants à l'atelier de lancement du programme « *Tudikolela* »

mation, les staffs terrain vont à leur tour capaciter les membres des Cellules d'Animation Communautaires (en sigle CAC) et les Leaders locaux sur cette même thématique. Ce qui fera que les 99 villages bénéficiaires arrivent à produire chacun son plan de développement au regard des secteurs de vie de leurs milieux. Dans ce processus d'autonomisation locale, les participants au projet sauront se prendre en charge avec leurs ressources afin d'assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Tudikolela est un programme de développement multisectoriel de sécurité alimentaire

et nutritionnelle qui lutte contre la malnutrition chronique. Il est mis en œuvre à Mukumbi, Territoire de Lupatapata au Kasai-Oriental, pour une durée de trois ans. Le consortium de trois Structures CRS (Catholic Relief Services), CDM et REFED (Réseau des Femmes pour le Développement) contribue à sa réalisation, à travers trois secteurs d'intervention : la gouvernance communautaire et cohésion sociale, l'agriculture-nutrition, les moyens de subsistance et le domaine transversal Genre.

**Dieudonné KALOLO
NYANGUILA**

Lisez-nous aussi sur les canaux suivants :

Site web : www.caritasdev.cd

Twitter : @CaritasCongo

Facebook : @CaritasRDCongo

Instagram: Caritas_rdCongo

YouTube : Caritas Congo Asbl

SUD-KIVU : le projet de « Protection et alternatives durables contre l'esclavage moderne dans l'Est de la RD. Congo » produit déjà ses premiers résultats

« Protection et alternatives durables contre l'esclavage moderne dans l'Est de la RD. Congo/PADEMO » est un projet qui cible 1.200 personnes vulnérables du Territoire de Mwenga dans le Sud-Kivu, dont les enfants de 8 à 11 ans qui sont victimes ou risquent d'être recrutés de force dans les pires formes de travail des enfants, les femmes et les jeunes filles marginalisées, victimes d'abus ou risquant de tomber dans des conditions de travail abusives dans l'industrie minière et aux alentours et à 600 ménages.

Ce projet vise également les autorités et entités du secteur privé et les groupes de population particulièrement vulnérables aux pratiques modernes d'esclavage dans la région dans/autour des mines dans le Territoire de Mwenga en République Démocratique du Congo (RDC).

Financé par NORAD, à travers la Caritas Norvège, le PADEMO a été lancé officiellement le 20 décembre 2021 à Bukavu, en présence des Autorités étatiques, ecclésiastiques, des Organisations de la Société Civile. Il est exécuté par la Caritas-Développement Uvira, avec l'accompagnement technique et financier de la Caritas Congo Asbl.

Après avoir connu un quelque retard dans sa mise en œuvre, le PADEMO a enregistré des progrès notables au 1er semestre de l'année 2022, a affirmé Mr Pitchou Masinda, Chargé de



Des enfants ayant reçu des Kits scolaires.

Projet PADEMO à la Caritas Congo Asbl. Par rapport aux prévisions, il s'observe en fait trois indicateurs à écarts positifs ci-après :

- 600 enfants dont l'âge varie entre 8 – 11 ans participent depuis le 18 avril 2022 aux cours de rattrapage au niveau primaire, soit 100% de la cible totale du projet (IOV1) ;
- 600 enfants dont l'âge varie entre 8 – 11 ans viennent de bénéficier des kits scolaires et uniformes durant le mois de juin 2022, soit 100% de la cible totale du projet (IOV2) ;
- 360 filles/femmes vulnérable adultes exploitées ont reçu une formation professionnelle précieuse au mois d'avril 2022, soit 60% de la cible totale du projet.

Il sied de relever toutefois le mauvais état des routes dans le territoire de Mwenga, cible du programme, parmi les difficultés dans sa mise en œuvre.

Quant aux leçons apprises au cours de différentes missions de suivi et accompagnement qu'il a eu à effectuer sur le terrain, Mr Pitchou Masinda souligne la nécessité d'un suivi régulier sur la mise en œuvre des activités et un besoin en renforcement des capacités du Personnel affecté à ce projet.



Remise des Kits scolaires aux enfants dont l'âge varie entre 8 – 11 ans

Guy-Marin Kamandji

TANGANYIKA : les ménages autochtones Twa initiés à la saponification pour diversifier leurs sources de revenus

1.083 ménages des peuples autochtones Twa Pygmées sont initiés à la fabrication des savons. Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet « *Promotion des droits des peuples autochtones Pygmées à travers le renforcement des capacités éducationnelles, professionnelles et de Plaidoyer* » exécuté par la Caritas-Développement Kongolo.

Réunis en 40 corporations de 25 à 30 membres, ces participants au projet ont bénéficié d'un accompagnement technique pour la fabrication des savons. Chaque corporation a également bénéficié d'un appui en Kit d'intrants pour le démarrage de cette activité composé d'un sac de 25 Kg de soude caustique, 1 bidon de 20 litres d'huile palmiste, une table de coupe, une moule, un malaxeur, un seau, une latte, un ficèle, etc.

Initier les peuples autochtones Twa à la saponification permettra de relever leur niveau économique en diversifiant leurs sources de revenus, explique la Révérende Sœur Leonard HANGA, chargée de suivi et évaluation du projet PPA. Elle indique avoir apprécié la capacité d'adaptation et l'appropriation de ces activités



Des barres de savon localement fabriqué grâce au projet

par les groupes accompagnés et d'ajouter que le savon fabriqué par le Twa Pygmées est très apprécié dans tous les villages et même par les bantous.

Du point de vue organisationnel, un comité de gestion de cette activité génératrice des revenus est mis en place composé d'un président, un secrétaire, et d'un(e) caissier(e) ; les autres membres s'occupent de la vente à tour de rôle. S'agissant de la production, 1 sac de soude caustique de 25 Kg peut générer jusqu'à 575.000 Francs Congolais/FC (287.5 dollars américains). Les bénéfices sont gardés dans une caisse communautaire

en vue de répondre aux besoins des membres de la corporation.

Pour mémoire, le projet « *Promotion des droits des peuples autochtones Pygmées à travers le renforcement des capacités éducationnelles, professionnelles et de Plaidoyer* » est mis en œuvre par la Caritas-Développement Kongolo grâce à l'appui technique et financier de l'organisation allemande, MISEREOR, à travers les activités ci-après : la culture vivrière (Manioc), culture pérenne (Bananier, Ananas), l'élevage des poules et lapins, l'Alphabétisation, la scolarisation des enfants ainsi que l'apiculture.

La zone d'intervention du dit projet couvre deux territoires politico-administratifs à savoir Kongolo et Kabalo dans les villages Monde, Kanzanze, Mamba, Changa Changa et Manyage à Kabalo et Kasea, Xavier, Lemba, Kilomboyi, Namilolo, Kabwe, Lubunda, Mbulula et Makutano à Kongolo.

Crispin NAWAJ
 Communicateur diocésain
 Caritas Kongolo



ITURI: TROCAIRE soutient les actions de la Caritas-Développement Wamba pour la population de Mambasa

Monsieur l'abbé Romain APEPA, Directeur de l'Antenne de la Caritas-Développement Wamba à Mambasa a passé en revue les activités qu'elle réalise avec l'appui financier de TROCAIRE. Dans une interview accordée le 03 juin dernier à caritasdev.cd, il a aussi indiqué les raisons pour lesquelles Mgr Janvier Kataka, l'Evêque du Diocèse de Wamba, a décidé de créer cette antenne de Mambasa. Cet entretien s'est déroulé en marge de l'atelier national sur la lutte contre le changement climatique, organisé par la Caritas Congo Asbl, en fin mai 2022 avec ses Caritas-Développement diocésaines.

Mr l'Abbé Romain Apepa a relevé d'entrée de jeu que Mambasa est une antenne autonome de la Caritas-Développement Wamba créée en 2017. Deux raisons ont poussé l'Evêque du Diocèse de Wamba à créer cette antenne : la distance entre elle et Wamba. Pour y arriver, on parcourt plus 300 km. Et l'état dégradé des routes ne permet pas par ailleurs de se déplacer facilement, surtout en cas d'urgences. En fait, Mambasa se trouve dans la Province de l'Ituri tandis que Wamba est un Territoire du Haut-Uélé.

De ce point de vue, cette antenne se présentait comme une alternative au refus de certains bailleurs de fonds d'intervenir à Wamba (province de Haut-Uélé, parce qu'ils n'œuvraient qu'en Ituni. Cette antenne de Mambasa gère ainsi des projets d'urgence, de sécurité alimentaire et de WASH (Eau, Hygiène et Assainissement), avec le financement de TROCAIRE. Cette Caritas d'Irlande est le bailleur permanent de la Caritas-Développement Wamba. Elle finance les activités de cette dernière à Mambasa depuis 2014.

C'est le cas des activités de la sécurité alimentaire, notamment la distribution des semences, Cash for Work (l'argent pour les cultivateurs), etc., réalisées chaque année. Ce projet est lié à l'assistance humanitaire pour les populations déplacées, retournées et familles d'accueil : c'est la cible même de l'Antenne de Mambasa de la Caritas Wamba.

Dans le volet d'hygiène et assainissement, il y a deux aspects : la sensibilisation sur la pratique d'hygiène où la Caritas travaille avec la structure médicale et la construction des ouvrages (forage qui fonctionne avec l'énergie solaire).

Par ailleurs, le volet de la protection est axé sur la sensibilisation contre les violences sexuelles et violences basées sur le Genre. Dans le but d'atteindre un grand nombre de gens, il y a des émissions télévisées, réunions dans des écoles qui se tiennent. Ici, on ne se limite pas seulement à sensibiliser, il y aussi une prise en charge holistique et scolaire de ces personnes (victimes de violences sexuelles) : Un psychologue, un avocat et les référencement avec les centres médicaux.

Il sied de signaler que cette antenne de Mambasa vient de signer un contrat de 14 mois avec INTERNATIONAL ALERT pour un projet de cohésion pacifique « *nashirika pamoja kwa amani* ».

« *En tant que Caritas, nous redynamisons la charité ; car, tout chrétien catholique fait partie de la Caritas. Pour ce faire, grâce à la co-tisation, ils peuvent assister les prisonniers avec les vivres* », a noté le prêtre.



Abbé Romain APEPA remettant des kits d'hygiène

Ce dernier a cité l'insécurité comme la plus grande difficulté de l'Antenne de Mambasa : l'insécurité et le mauvais état de routes. La population de cette zone attend la stabilité de la part de la Caritas. Et lui à son tour demande au Gouvernement congolais d'intervenir pour y rétablir la paix.

En guise de perspectives d'avenir, Mr l'Abbé Apepa pense obtenir une personnalité juridique pour l'Antenne de Mambasa afin d'avoir d'autres opportunités et plus de fonds pour continuer à subvenir aux besoins urgents de la population. Avec le Gouvernement, il pense à la restauration de la paix et la paie des enseignants.

Enfin, il a remercié la Caritas Congo Asbl pour cette formation assurée sur un thème d'actualité : la lutte contre le changement climatique et la pauvreté. Grâce à cette formation, ils ont compris les gestes à poser et à ne pas poser pour lutter contre ce fléau. « *Que ce moment ne soit pas le dernier ; qu'il y ait d'autres occasions pareilles pour le partage d'expériences afin de continuer à garder la bonne image de la Caritas et de l'église catholique, en demeurant efficaces dans les efforts de promotion intégrale de l'homme* », a-t-il conclu.

Vanessa IRAGI

KWILU : Caritas-Développement Kikwit appuie la pisciculture Villageoise dans le Secteur Kwenge



Des alevins

La Caritas-Développement Kikwit appuie la pisciculture Villageoise dans le Secteur Kwenge, Territoire de Bulungu, en Province du Kwilu. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Projet de Sécurité Alimentaire dans le Diocèse de Kikwit (PSA Kikwit), exécuté par le Bureau Diocésain de Développement, Organe Technique de la Caritas Kikwit, avec l'appui financier de la Caritas Autriche. Ce sont 10 Organisations à Base Communautaires (OBC) de la Région 2 qui ont bénéficié de cet appui en date du 16 mai 2022. Outre les alevins, on signale un appui technique dans la gestion des étangs piscicoles.

En effet, la pisciculture est l'une des activités du PSA Kikwit qui, avec l'élevage, visent à réduire les carences protéiniques afin de contribuer à une alimentation suffisante en quantité et en qualité.

Dans un premier temps, des étangs communautaires ont été mis en place afin de multiplier les alevins avant la distribution finale aux ménages piscicoles préalablement identifiés. La Région 2 représente près de 30% des ménages bénéficiaires du projet et constitue le début de l'activité piscicole qui devra se poursuivre dans les deux autres Régions (Région 1 et 3).

Parmi les appuis accordés dans la pisciculture, il y a lieu de signaler les appuis techniques (construction et aménagements des étangs piscicoles, alimentation des poissons, entretien et suivi de la pisciculture, récolte des poissons, etc.) et la dotation en alevins. Concernant cette dernière, c'est le Tilapia (*O. Niloticus*) qui a été choisi à cause de ses performances, sa croissance rapide, sa productivité et sa prolificité.

Diversifier les sources de protéines d'origine animale

Cette activité intervient tout justement après l'appui en géniteurs porcins dans la même Région. Derrière ces activités, le projet vise à accroître et diversifier les sources de protéines d'origine animale dans la

Région où jusqu'ici le ramassage des chenilles, la chasse en forêts et la pêche dans les rivières demeurent les sources principales des protéines d'origine animale. Derrière cette diversification du secteur animal, le projet vise à améliorer la nutrition et à contribuer aux revenus, étant donné que les ovins et caprins n'existent plus dans la Région.

L'importance de la pisciculture dans la sécurité alimentaire n'est pas à démontrer. Elle permet d'approvisionner en protéines de haute qualité grâce aux poissons d'élevage. Cela permettra à la longue de diminuer l'influence des poissons chinchards surgelés importés et généralement conservés dans des conditions précaires.

Pour rappel, le projet de Sécurité Alimentaire dans le Diocèse de Kikwit accompagne 905 ménages regroupés au sein de 37 Organisations à Base Communautaire représentant 17 villages repartis en trois régions. Il poursuit comme objectif de contribuer à l'ODD2 : éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

Pour y parvenir, les activités suivantes sont tour à tour réalisées :

- La dynamique organisationnelle : formation des OBC sur l'importance et la gestion d'une association, gestion des ressources (humaines, matérielles et financières), prévention et gestion pacifique des conflits, l'obtention des documents légaux... ;
- L'agriculture : la formation des ménages sur les bonnes techniques de production agricoles et l'appui en intrants agricoles (outils aratoires et semences améliorées de maïs, niébé, arachide, soja, boutures de manioc), distribution et mise en place des pépinières d'arbres fruitiers ;
- L'Élevage : appui des ménages éleveurs en géniteurs porcins ;
- La nutrition : la sensibilisation des ménages sur l'alimentation équilibrée, l'hygiène alimentaire, la préparation des repas équilibrés et les démonstrations culinaires ;
- L'alphabétisation conscientisante des adultes ;
- L'épargne solidaire : organisation des caisses d'épargne SILC/AVEC ;
- L'aménagement des sources d'eau potable et des routes de desserte agricole ;
- Etc.

Ir. Archange NTIL IBAMUR (Superviseur PSAK) & Ir. Advienne Bundu KANIANGA (Animateur Région 2)

RDC : Caritas Congo Asbl informée sur le Programme de Développement Local des 145 Territoires



Vue des officiels à la présentation du PDL-145 T à la Caritas

Le Staff de la Caritas Congo Asbl a été informé mercredi 13 avril 2022 sur le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145 T) du Gouvernement congolais. C'était dans la salle Anuarite du Centre d'Accueil Caritas à Kinshasa/Gombe. Dans son exposé, le Conseiller aux Infrastructures du Ministre du Plan, Mr Didier Pholo, a indiqué que le PDL-145 T est organisé autour de quatre composantes suivantes : améliorer l'accès des populations des Territoires ruraux aux infrastructures socioéconomiques de base ; promouvoir le développement des économies rurales et des chaînes de valeur locales ; renforcer les capacités de gestion du développement local ; et développer un système d'information géoréférencé de suivi à même de renseigner sur les progrès du programme.

Des effets perceptibles attendus à l'horizon 2023

Le coût estimatif du PDL-145 T est de 1.660.101.312 dollars US. Des effets perceptibles de ce programme attendus à l'horizon 2023, l'on peut citer notamment : réhabilitation de 8.844 Kms des routes de desserte agricole ; entretien de 30.091,5 Kms de routes de desserte agricole ; construction de 444 ouvrages d'art (ponts, bacs et dalots) ; construction des 418 microcentrales solaires ; éclairage public avec système solaire des lampadaires (1 à 3 km) sur 471 kms ; construction de 3.071 forages de plus ou moins 150 m avec pompe intégrée ; aménagement de 447 sources d'eau ; construction de 238 marchés modernes avec espace à vivre ; construction, réhabilitation et équipement de 1.210 écoles ; structuration et professionnalisation des 500.000 producteurs locaux par filières agricoles porteuses ; approvisionnement de 500.000 producteurs locaux en intrants et semences ; acquisition de 4.340 équipements de production de traitement ; etc.

Après l'exposé sur PowerPoint, le Cabinet du Ministre du Plan, sous la coordination de son Direc-

teur, Mr Raphaël Pungwe, s'est fait le devoir d'éclairer la lanterne de l'assistance pour plus de précisions sur ledit programme. Après avoir présenté sa structure, le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl a souligné pour sa part, la disponibilité du Réseau national de Caritas en RDC à participer à la mise en œuvre du PDL-145T : « Nous avons toutes les ressources, les infrastructures et les structures pour exécuter ce genre de travail », a affirmé en substance Mr Boniface Nakwagelewi ata Deagbo.

Cette démarche de la Caritas Congo Asbl, dont le Réseau est opérationnel sur toute l'étendue de la RDC, démontre la volonté de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) d'appuyer le Programme de Développement Local des 145 Territoires du Président de la République, Mr Felix Antoine Tshisekedi. En fait, grâce à sa forte capillarité, les actions sociales de l'Eglise catholique bénéficient au quotidien à la population congolaise. Le PDL-145T vient ainsi donner un véritable coup de pouce aux interventions du Réseau national de Caritas et d'autres acteurs sur le terrain.

Cette séance d'information sur le PLD-145T a été rehaussée de la présence du Chef de la Maison Civile du Chef de l'État, Dr Bruno Miteyo, qu'accompagnaient ses Collaborateurs.

Il sied de souligner que le Président de la République, soutenu par une large majorité parlementaire, a décidé de mettre en œuvre, sous financement publics, et avec l'appui des partenaires techniques et financiers, le Programme de Développement Local (PDL-145 T). Ce programme résulte de sa volonté politique de vaincre la pauvreté et les inégalités territoriales, pour remédier aux inefficacités des politiques de croissance pro-pauvres engagées depuis des décennies en RDC. Il est adossé au Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2019-2023, au Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2021-2023 et au Programme Présidentiel Accéléré contre la Pauvreté et les Inégalités (PPALCPI).

Pour mémoire, Caritas Congo Asbl est l'organe technique chargé de la Pastorale Sociale de l'Eglise Catholique en RDC. Avec ses 47 Bureaux (Caritas-Développement Diocésaines) disséminés à travers tout le pays, elle s'occupe des activités liées à la promotion de la Santé, à celle du Développement durable et à la réponse d'urgence/Social. Elle est l'une des 162 Organisations membres de la grande Confédération Caritas Internationalis, dont le siège est en la Cité du Vatican.

Guy-Marin Kamandji

KASAÏ CENTRAL : aide d'urgence multisectorielle de Caritas en cours pour 1.900 ménages vulnérables à Kananga et Luiza

Grâce au financement reçu du Gouvernement allemand, via la Caritas Allemagne, la Caritas Congo Asbl (Agence Locale d'Exécution) et ses Structures diocésaines de Kananga ainsi que Luiza (Partenaires de Mise en Œuvre) sont engagés à la réalisation d'un projet en faveur de 1.900 ménages, dont 900 à Luiza et 1.000 à Kananga. Intitulé « **Aide d'urgence multisectorielle pour les personnes déplacées, les rapatriés forcés d'Angola et les populations d'accueil, Province du Kasai Central** », ce projet cible 38 familles déplacées, 246 familles d'accueil et 816 ménages retournés, grâce à une enveloppe de 1.472.902,04 USD.

De manière spécifique, ce projet vise les objectifs suivants : assurer l'accès aux aliments et moyens de subsistance à ces 1.900 ménages susmentionnés (environ 11.400 personnes) ; leur favoriser l'accès à l'eau propre/potable et à l'hygiène ; renforcer la capacité de prévention et/ou protection contre les abus sexuels et les éventuels effets négatifs à même de compromettre les acquis du projet.

Ainsi, du 1er mars au 31 décembre 2022, ce projet devra notamment distribuer 250\$ USD du Cash par Ménage en deux tranches (150 et 100 \$) ; former

sur les techniques culinaires ; distribuer des intrants agricoles (1 houe, 1 machette, 1 bêche, 1 arrosoir, en guise de kits aratoires et des Semences). A ce propos, il est prévu pour Kananga : 10 Kg de maïs, 10 Kg de niébé, 0,05 Kg : d'Amarantes, Aubergine par ménage ; tandis que pour Luiza : 10 Kg d'arachide, 10 Kg de niébé, 0,05 Kg : d'Amarantes, Aubergine.

Le projet envisage également d'appuyer l'accès à la terre, 17 ares de maraicher et 33 ares de maïs et 17 ares de haricot/niébé par ménage [Mise en valeur de terre marginale] ; de distribuer des vivres pour la soudure (15 Kg de farine du maïs, 10 Kg de haricot, 01 Kg du sel de cuisine et 03 Litres d'huile végétale).

Il est aussi attendu de former les bénéficiaires au travers de l'Approche « CEP » ; « Lotissement/ Accès à la terre » et « Associative » ; redynamiser les bénéficiaires dans le Groupement des Producteurs Agricoles, « GPA » ; installer et équiper 10 points d'eau dont 3 à Dimbelenge, 3 à Dibaya, 2 à Luiza et 2 à Kazumba, en formant 10 Comités de Gestion de l'Eau ; Etc.

GM Kamandji

RDC: le Coordonnateur humanitaire réitère l'importance de respecter le Droit international humanitaire

Kinshasa, le 18 juin 2022: Des milliers de Congolais vivant dans l'Est de la République démocratique du Congo sont victimes d'une spirale de violence armée qui, au cours des derniers mois, a entraîné la mort de plusieurs centaines de personnes, le déplacement forcé de centaines de milliers d'autres et la destruction de nombreuses infrastructures. Depuis le début de l'année, plus de 700.000 personnes ont dû fuir leurs habitations. A ce jour, près de 5.9 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de la RDC.

Depuis le début de l'année 2022, les sites de personnes déplacées sont devenus la cible récurrente de ces violences avec 11 d'entre eux attaqués en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Les centres de santé et les écoles payent également un lourd tribut, avec au moins 15 structures de santé et 58 écoles prises pour cible. Le personnel soignant continue à payer un lourd tribut, surtout dans le Nord-Kivu, où plus de 50% des violations documentées à travers les provinces de l'Est ont été enregistrées. Rien qu'en Ituri, plus de deux cents personnes déplacées ont été tuées en neuf mois dans 16 attaques de groupes armés sur des sites de déplacement. Depuis 2019, cette province a aussi vu son système de santé sérieusement affaibli avec au moins 128 structures mises hors d'usage, ce qui affecte l'accès aux soins à plus d'un million de personnes.

Cette violence entrave également les opérations humanitaires, et 116 incidents sécuritaires affectant directement le personnel ou les biens humanitaires ont été notifiés depuis le début de l'année.

« *Les sites de personnes déplacées ne sont plus des refuges sûrs pour les personnes vulnérables – et beaucoup trop de civils innocents sont victimes des violences, tués, traumatisés, et maintenus dans un cycle de violence par des groupes armés. Il est plus que jamais essentiel que le droit international humanitaire soit respecté. Les civils doivent être protégés et ne doivent pas être des cibles, le personnel humanitaire doit pouvoir accéder sans entrave aux personnes dans le besoin et ne doit pas être une cible, et les populations civiles doivent pouvoir accéder aux infrastructures essentielles à leur survie en toute sécurité* », a souligné le Coordonnateur Humanitaire, Bruno Lemarquis.

« Pour répondre aux nombreux besoins humanitaires, générés pour l'essentiel par les conflits armés, il est également essentiel que les acteurs humanitaires puissent disposer des ressources nécessaires non seulement pour apporter une aide d'urgence aux personnes affectées, mais également pour appuyer le retour des personnes déplacées lorsque des retours sont possibles. Hors pour le moment les ressources sont insuffisantes », a-t-il ajouté.

Avec OCHA

KASAÏ: ciblage et enregistrement biométrique des ménages vulnérables dans la Zone de Santé de Ndjoko Punda par la Caritas Luebo et le PAM

Le contexte général de la province du Kasai reste toujours précaire avec des besoins humanitaires immenses depuis décembre 2016. Le Secteur de Ndjoko Punda est guetté par une crise post-conflit due à la guerre « *de Kamuina Nsapu* » et aux catastrophes naturelles, ayant causé l'insécurité alimentaire de la majorité des ménages et une augmentation du taux de vulnérabilité, conséquence de la malnutrition. Devant ce sombre tableau, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et son partenaire Caritas-Développement Luebo ont procédé à un ciblage dans certaines Aires de Santé de la Zone de Santé de Ndjoko Punda, située à environ 200 Kms de Tshikapa, le chef-lieu de cette province.

La Caritas-Développement Luebo y a procédé ensuite à l'enregistrement biométrique des ménages éligibles dans la plateforme du PAM, appelée SCOPE, avant la distribution du Cash prévue pour l'année en cours. Cet enregistrement des ménages déjà ciblés de 9 Aires de santé de la Zone de Santé de NDJOKO PUNDA s'est déroulé du 02 au 15 Juin 2022. Cette opération menée dans 9 Aires de santé a permis l'enregistrement de 50.721 personnes



Vérification biométrique

bénéficiaires. La délégation de la Caritas-Développement Luebo a été conduite par Dr Pierre Kamba Muamba.

Cette activité cadre avec le projet intitulé « *le ciblage et l'enregistrement des bénéficiaires dans l'espace grand Kasai* ». Il est financé par le PAM. Il sied de signaler que, pour ce projet, sont appelés bénéficiaires les personnes les plus vulnérables, notamment les veuves, veufs, personnes avec handicap physique, orphelines, orphelins, femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes de troisième âge.

L'enregistrement des bénéficiaires était accompagné de la remise des jetons aux ménages

éligibles, après une sensibilisation conséquente dans les Aires de Santé retenues.

Par ailleurs, il revient de saluer l'engagement de tous les prestataires dans l'atteinte des objectifs, la collaboration étroite des partenaires sur terrain, l'encadrement technique du staff Caritas par le Partenaire PAM et la participation communautaire au processus d'enregistrement des ménages dans la plateforme SCOPE.

En somme, les activités se sont bien déroulées sur terrain avec comme stratégie utilisée par la Caritas-Développement Luebo « *l'implication de tous* ». 98.5% des ménages ont été enregistrés avec satisfaction. « *Nous avons noté la participation des membres de la communauté, y compris celle des Autorités Politico-Administratives locales. Cela exprime une franche collaboration entre les partenaires (PAM, CARITAS) et les bénéficiaires. Quelles que soient les difficultés rencontrées, le taux de réalisation est plus que satisfaisant* », a déclaré le Chef de mission de la Caritas-Développement Luebo, Dr Pierre Kamba Muamba.



Prise des empreintes digitales de chaque membre de ménage en dehors des enfants de moins de 5 ans.

Ir Fabrice MFUAMBA
Cell. Communication Caritas-
Dév. Luebo

TSHOPO : 3^{ème} phase du diagnostic précoce et traitement des enfants vivant avec le VIH par la Caritas et ses Partenaires



Mgr Utembi recevant la mission conjointe Caritas Internationalis-Caritas Congo Asbl

Orienter les enfants suspects vers les établissements de santé en vue d'un dépistage précoce pour une meilleure prise en charge contre le VIH, tel est l'objectif d'un projet de Caritas Congo Asbl dont la 3^{ème} phase vient d'être lancée à Kisangani. Financé par ONUSIDA/PEPFAR, via Caritas Internationalis, ce projet vise de manière secondaire la lutte contre la stigmatisation. C'est ce qui justifie la mission de suivi et évaluation de la mise en œuvre des activités du projet GRAIL (Galvanizing Religious Actors for Better Identification and Linkage to Pediatric HIV) effectuée récemment à Kisangani, dans la Province de la Tshopo. Conduite par le 1^{er} Secrétaire Exécutif adjoint en chargé de l'Administration et Finances de la Caritas Congo Asbl, Mr l'Abbé Eric Abedilembe, la délégation était composée de Dr Rita Rhayem (Conseillère-Santé/VIH à Caritas Internationalis), de Dr Stecker Carl (Évaluateur externe du projet GRAIL) et de Dr Jean Munongo (Coordonnateur National du Service de Promotion de la Santé de Caritas Congo Asbl). Ses bénéficiaires directs sont donc les enfants de 0 à 5 ans, tandis que les bénéficiaires indirects sont les parents ayant des enfants de moins

de 5 ans et toute la communauté en général. « Il s'agit du projet de renforcement de l'engagement des confessions religieuses dans l'accélération du diagnostic précoce et du traitement des enfants vivant avec le VIH. Les activités évoluent bien en sa troisième phase en cours d'exécution, dont le lancement, par une campagne d'orientation des enfants et de dépistage, a eu lieu dimanche 30 mai 2022 dans la ville de Kisangani », a indiqué Dr Jean Munongo, abordé par caritasdev.cd.

Soutien manifeste des Autorités sanitaires et de l'Archevêque de Kisangani

Les moments forts de cette mission étaient notamment l'accueil par Mgr Marcel Utembi, l'Archevêque de Kisangani et Président de la CENCO. Ce dernier tient à cœur ce projet qui vient soulager le peuple de Dieu dans un contexte de la pauvreté. Il a fait le plaidoyer auprès de Caritas Internationalis en vue de la continuation des activités de lutte contre le VIH pédiatrique. Par ailleurs, la messe de lancement de la campagne de dépistage à la Paroisse Saint Gabriel du quartier Simi-Simi a témoigné l'adhésion du Curé et de toute sa communauté à ce projet afin de lutter contre la stigmatisation et orienter les enfants pour un dépistage du VIH et une prise en charge précoce. L'objectif étant que les enfants atteints du VIH mènent aussi une vie digne comme tous les autres. Il a été aussi constaté l'engagement des mères à amener les enfants au dépistage dans les établissements des soins ; la collaboration de l'équipe du BDOM (Bureau Diocésain des Œuvres Médicales) Kisangani avec le PNLs provincial (Programme National de Lutte contre le Sida).

Le support de ce dernier est très apprécié par le Réseau Caritas Congo Asbl et Caritas Internationalis. En outre, « notre projet a offert une opportunité pour récupérer les enfants en retard de vaccination de routine et le dépistage des enfants malnutris », a ajouté le Coordonnateur National du Service de Promotion de la Santé de Caritas Congo Asbl.

En guise de difficultés, ce dernier a cité notamment l'insuffisance des médicaments de base pour les autres maladies de l'enfance (paludisme, verminoses, les infections respiratoires aiguës, les dermatoses...) ; la couverture plus large du projet (toutes les autres formations sanitaires des 4 Zones Pastorales de l'Archidiocèse de Kisangani et pourquoi pas d'autres Diocèses. Il sied également de relever la collaboration avec les instances du Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention, qui reste un facteur incontournable en vue de l'alignement de l'action sanitaire de l'Église catholique à la politique nationale en matière de la Santé. Ce projet donne une occasion au dépistage d'autres maladies de l'enfance. Le suivi régulier des activités du projet, un des piliers de l'atteinte des résultats, s'en trouve ainsi assuré.

Dr Munongo a émis le vœu de voir continuer la sensibilisation des parents afin d'orienter les enfants pour les dépister, même après la campagne de dépistage du VIH. Pour lui, la mission a permis à l'évaluateur externe, Dr Stecker Carl, de palper la réalité du terrain après plusieurs entretiens qu'il a eu avec Mgr l'Archevêque Marcel Utembi, le Ministère de la Santé, le Personnel du projet, les Leaders religieux et les bénéficiaires.

Guy-Marin Kamandji

ITURI : Caritas Bunia participe à la réparation des femmes porteuses de fistules à Mahagi et Rethy

Des spécialistes provinciaux, en collaboration avec Caritas Bunia, réparent les femmes porteuses de fistules obstétricales depuis lundi 20 juin 2022 dans les Territoires de Mahagi (HGR/Mahagi) et Djugu (HGR/Rethy). Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet « Réponse multi-sectorielle aux besoins vitaux en soins de santé primaire, santé reproductive et violences basées sur le genre dans les Provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ». Il est exécuté par Caritas Bunia, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), et grâce à l'appui financier du Fonds Humanitaire en RD Congo (Allocation Standard 2021), dans les Territoires de Mahagi et Djugu, respectivement en Zones de Santé d'Aungba et de Jiba.

Près de 100 femmes étaient attendues pour les opérations de réparation, en raison de 50 femmes par pool (Mahagi et Rethy). Quatre chirurgiens qualifiés (deux à Mahagi et deux à Rethy) se sont occupés de leur réparation. Deux Hôpitaux Généraux de Référence ont été choisis pour accueillir la campagne. L'Hôpital Général de Référence de Mahagi a accueilli les malades ramenées de la Zone de Santé d'Aungba et des autres Zones de Santé environnantes. Tandis que, l'Hôpital Général de Référence de Rethy, quant à lui a accueilli celles venues de la Zone de Santé de Jiba et des autres Zones de Santé voisines.

Pourquoi la délocalisation de la campagne à Mahagi et Rethy ?

Nul n'ignore que depuis quelques années, la Province de l'Ituri est



Dr Anicet en plein travail de réparation de fistules à l'HGR/Mahagi/Photo Aimé Lopa/Caritas Bunia

confrontée à des crises multiformes caractérisées par de violences de tout genre. Les deux Zones de Santé ciblées par le projet (ZS Aungba et Jiba) ne pouvant donc pas accueillir la campagne pour des raisons liées à l'insécurité, les activités de réparation de fistules ont logiquement été délocalisées à l'Hôpital Général de Référence de Mahagi pour les malades (souffrantes de fistules obstétricales) identifiées dans la Zone de Santé d'Aungba et les ZS voisines et à l'Hôpital Général de Référence de Rethy pour celles identifiées dans la Zone de Santé de Jiba et les ZS environnantes.

À ce niveau, il sied de noter qu'à part la prise en charge médicale des malades, le projet a prévu assurer le transport de toutes les malades de leurs villages vers les structures sanitaires ci-haut décrites pour des soins appropriés. Toujours dans le cadre du même projet, il est également prévu la prise en charge de logement et restauration des malades durant la période de soins. À l'issue du traitement, chaque malade devrait recevoir un kit de réinsertion communautaire et un kit de dignité.

Que disent les Chirurgiens et les Bénéficiaires de la campagne ?

On ne pouvait que lire le sentiment de joie et de l'enthousiasme sur le visage de bénéficiaires rencontrées à Mahagi et à Rethy. Certaines d'entre elles ont souffert plusieurs années de fistules obstétricales, et que cette maladie était la principale de leurs multiples problèmes. C'est le cas de Madame Emeliane Uyeki, âgée de 36 ans et Mère de 3 enfants qui nous a raconté son histoire en ces termes : « Je souffre de cette maladie depuis 2016 ».



Bénéficiaire directe de la Campagne (venue de la Zone de Santé de Jiba)/ Photo Aimé Lopa/Caritas Bunia

KASAÏ & KASAÏ CENTRAL: la Maison Civile du Chef de l'Etat vient en appui aux Structures sanitaires des 4 Diocèses



Mr Sylvain Katanga remettant symboliquement les kits de respirateurs portables à Mgr Madila

Le Chef de l'Etat, Mr Félix-Antoine Tshisekedi, via sa Maison Civile, Antenne de la Province du Kasai-Central, ville de Kananga, a fait un don de 15 Kits de Respirateurs portables et accessoires, y compris deux concentrateurs en Oxygène pour répondre aux besoins des Structures sanitaires de cette contrée. Les bénéficiaires de ce don sont trois Diocèses et un Archidiocèse, tous de la Province Ecclésiastique de Kananga.

Il s'agit du Diocèse de Luebo, Luiza, Mweka et de l'Archidiocèse de Kananga. Cette remise de don a eu lieu mercredi 11 mai 2022 à la résidence (Archevêché) de l'Archevêque Métropolitain de Kananga, Mgr Marcel MADILA. Le prélat a reçu symboliquement ce don des mains de Mr Sylvain Katanga, Coordonnateur de la Maison Civile, Antenne de Kananga.

Ces respirateurs, d'une valeur de 30.000 US l'unité, seront déployés dans les structures sanitaires du Réseau BDOM de Caritas (Bureau Diocésain des Œuvres Médicales) de ces Diocèse/Archidiocèse. Ils vont soulager les patients ayant le problème d'insuffisance respiratoire.

Clément Kayembe

**Communicateur Caritas-Dév.
Kananga**

ITURI : Caritas Bunia participe à la réparation des femmes porteuses de fistules à Mahagi et Rethy

C'est le cas de Madame Emeliane Uyeki, âgée de 36 ans et Mère de 3 enfants qui nous a raconté son histoire en ces termes : « Je souffre de cette maladie depuis 2016. C'est après l'échec de l'opération de césarienne que j'avais subi la même année. J'étais devenue une personne sans valeurs dans la société. Je ne pensais survivre encore avec cette maladie jusqu'à 2022. Mais aujourd'hui, je rends grâce à Dieu pour l'aide que vous [Caritas Bunia, UNFPA et FH RD Congo] nous avez apportée. Nous avons beaucoup souffert vraiment [...]».

« Nous voulons remercier les partenaires [Caritas Bunia, UNFPA et FH RD Congo] qui nous soutiennent dans ce travail de réparation des fistules, parce que sans eux (les partenaires), c'est compliqué vu que ces malades qui sont nombreuses dans la région sont complètement démunies et dépourvues des moyens. Nous apprécions à juste titre ce partenariat qui va contribuer à aider et à remettre les sourires à ces malades qui sont dans les Zones de Santé de Mahagi, Aungba, Rethy, Jiba, Linga, etc. [...] », tel est le propos du Dr Claude Idring'i, l'un des

chirurgiens qui s'occupent de la réparation à l'Hôpital Général de Référence de Rethy.

Depuis le début de la campagne le lundi 20 juin 2022 jusqu'à ce jour, 37 femmes sont réparées, dont 18 à HGR/Rethy et 19 à HGR/Mahagi.

Notons que cette campagne, commencée le lundi 20 juin 2022, devrait prendre fin le mardi 05 juillet 2022.

Aimé LOPA
**Communication Caritas
Bunia**

NORD-KIVU : des diagnostics communautaires menés dans la Zone de Santé de Kirotshe par la Caritas Goma

C'est dans le cadre de son projet intitulé « *Projet Intégré Nutrition et Santé (PINS)*, dans les Zones de Santé de Kalehe et Kirotshe » (PINS), que la Caritas Goma a procédé à la récolte des données informationnelles sur les problèmes communautaires afin de contribuer à la recherche des solutions et de dégager les responsabilités de chaque partie prenante à travers des assises communautaires dans 31 villages ciblés dans la Zone de Santé de Kirotshe.

Depuis deux décennies, la République Démocratique du Congo fait face à une situation nutritionnelle, sanitaire et d'autres domaines dans différents secteurs de la vie des communautés locales. Cette situation nécessite des assises communautaires qui permettent de réunir l'ensemble des communautés en vue de dégager les problèmes, la proposition des solutions et responsabilités de chaque partie pour un développement durable.

En vue de contribuer aux efforts du Gouvernement congolais dans la lutte contre la malnutrition en RDC et particulièrement dans les provinces du Nord, la Caritas CONGO, avec l'appui financier de la Coopération suisse (DDC), met en œuvre un projet PINS dans les Zones de Santé de Kalehe et Kirotshe. Ce projet qui s'inscrit dans le cadre général du plan national de développement sanitaire et le plan stratégique national multisectoriel de nutrition à travers un engagement commun du Gouvernement congolais et ses partenaires techniques et financiers, a pour but principal de contribuer à la réduction de la mortalité et la morbidité de la population.

A Bweremana, pendant les assises communautaires, le gestionnaire dudit projet, Mr. André Akilimali, a explicité la mission que poursuit la Caritas

Goma dans la zone concernée : « *Par ce projet, nous visons ainsi l'augmentation de la couverture et de l'accès aux Structures offrant des soins et services de santé de qualité globaux et continus dans la Zone de Santé de Kirotshe, à travers des interventions des soins de santé primaire ; Eau, Hygiène et Assainissement et sécurité alimentaire* ».

Par focus-group, des points de vue sur certains aspects de la mise en œuvre de ce projet multisectoriel ont été recueillis en se basant sur la connaissance de la malnutrition, les attitudes de la communauté vis-à-vis des maladies hydriques, la sécurité alimentaire et alimentation du nourrisson, l'hygiène,...

Nyota Furaha, participante communautaire et mère de 11 enfants révèle les causes de la malnutrition dans son village de Sake : « *C'est par grâce que nos enfants mangent une fois par jour à cause de notre état de vulnérabilité. Nous mangeons la quantité et non la qualité, c'est ce qui génère le "bwaki" (mal nutrition) chez mes enfants et surtout ceux qui ont moins de cinq ans. Nous espérons qu'avec l'accompagnement de Caritas Goma, nous trouverons une solution* ». De son côté, Josué Bauma, Infirmier Titulaire au Centre de Santé de Bweremana lance un plaidoyer pour la prise en charge des enfants malnutris : « *le problème de la malnutrition dans nos aires de Santé est crucial. Nous avons une carence des intrants appropriés pour gérer ces cas ; et pire encore, nombreux meurent par manque de nourriture: aliment de construction, aliment énergétique, aliment de protection,... nous aimerions solliciter à nos bienfaiteurs d'appuyer les structures sanitaires des intrants adéquats pour une prise en charge y relative* ».

Pour sa part, Emma Zaburi, experte en nutrition et



Préparation de la bouillie à base d'arachides par des femmes enceintes à Sake (Ph. Kandi-Da)

diététique affectée dans le projet PINS, estime qu'il faut amorcer avec les potentialités locales : « *la pauvreté est tellement palpable qu'il est difficile de trouver un ménage capable de donner aux enfants un plat familiale composé des aliments à quatre étoiles : fruits, légumes, viande et/ou poisson, des tubercules,... Il est même très rare de trouver des intrants appropriés pour les enfants malnutris. La Caritas Goma a initié aux paysans à la culture des légumineuses, céréales, légumes,... dans tous les 31 villages ciblés par le projet. C'est pourquoi, nous apprenons aux mamans comment prévenir la malnutrition à travers les potentialités locales. C'est par exemple le lait fait d'arachide, de soja, la bouillie du riz ; la culture des produits maraichères,... Nous pensons qu'avec cela nous pouvons prévenir tant soit peu la malnutrition* ».

Signalons que dans les 31 villages concernés, il y a des femmes volontaires formées par la Caritas Goma qui, à travers les visites à domicile de porte à porte, sensibilisent les ménages à l'hygiène, aux pratiques culturelles utiles, à la sécurité alimentaire,... pour prévenir la malnutrition et booster le changement de comportement.

Augustin Kandi-Da

**Cellule de Communication/
Caritas Goma**

SUD-KIVU : en plus des bornes fontaines aménagées, Caritas Bukavu construit des bureaux de leur gestion dans 3 Zones de Santé

Les 15 bornes fontaines aménagées par la Caritas-Développement Bukavu dans la Zone de Santé de Kadutu sont les premières à bénéficier d'un bureau de leur gestion. Elles constituent le réseau d'eau dans le village de Ciriri. Le Président du comité, Mr Byabusha Maurice, qui gère ce réseau d'eau a reçu vendredi 10 juin 2022 la clé de son bureau. En début juillet prochain, les travaux de construction des bureaux de gestion des bornes fontaines aménagées des deux autres Zones de Santé de Kaziba et de Nyantende pourront être lancés. Chacune a bénéficié de six bornes fontaines.

Ces ouvrages s'inscrivent dans le cadre du projet d'Hygiène et assainissement dans ces trois Zones de Santé du Sud-Kivu que la Caritas-Développement Bukavu exécute, avec l'appui financier du Secours Catholique-Caritas France.

En fait, grâce à ce projet, une adduction d'eau potable a été réalisée par la Caritas-Développement Bukavu en 2019 dans les trois Zones de santé suivantes : Kadutu, Kaziba et Nyantende. C'est ainsi que la Caritas-Développement Bukavu a trouvé très utile de construire trois bureaux de gestion dans l'optique de pérenniser ces ouvrages hydrauliques.

Témoignage d'une bénéficiaire

« Je suis habitante de Ciriri sur l'avenue Cituki,



Une bénéficiaire directe de la campagne (venue de la Zone de Santé de JIba)/Photo Aimé Lopa/Caritas Bunia

quartier Mulwa. Mes remerciements sont énormes envers la Caritas-Développement Bukavu pour cet ouvrage qui est déjà un cadre dans lequel nous allons désormais tenir nos assemblées, nos réunions et la garde de nos outils pour la maintenance de nos ouvrages hydrauliques.

Merci encore pour l'adduction d'eau aménagée à notre faveur. Nous sommes épargnés de toutes sortes des maladies d'origine hydriques qui nous tracassaient en ce milieu. L'eau potable que nous buvons aujourd'hui maintient la stabilité sanitaire de toutes nos familles en général. Les difficultés dues à l'absence de l'eau chez nous sont finies maintenant et les accidents qui survenaient lors de la recherche de l'eau sont éradiqués », a déclaré la Vice-Présidente du Comité de gestion des 15 bornes fontaines de la ZS de Kadutu, Mme Esther NABINTU M'KUSINZA.



Mme Esther NABINTU

Gilbert NAKADINDI
Cellule de communication de la Caritas-Développement Bukavu

Haut-Katanga et Lualaba: expérience du BDOM Lubumbashi contre la séquestration par des hôpitaux des femmes césarisées

Monsieur Jean NDALA, âgé de 52 ans et infirmier de profession, est, depuis plus d'une décennie, Superviseur au Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM) de la Caritas Lubumbashi. Affecté à l'accompagnement des 11 Aires de Santé des Zones de Santé de Fungurume et Lubudi de la Province du Lualaba, il supervise 12 Etablissements des soins, dont 3 hôpitaux parmi les 6 du secteur rural. Lunettes de lecture aux yeux, bien installé sur son bureau avec un bloc note devant lui et stylo à bille bleu entre les doigts de sa main droite, ce Superviseur a accepté de relater, à la Cellule de Communication de la Caritas Lubumbashi (CCCL), l'expérience du BDOM contre la séquestration par les hôpitaux des femmes césarisées, faute de paiement, et cela, grâce à l'appui financier de Misereor.

CCCL : Monsieur le Superviseur, cela fait combien d'années que vous accompagnez les 11 Aires de Santé et quand est-ce que vous agissez en faveur des femmes césarisées ?

Jean Ndala : Je suis Superviseur au BDOM Lubumbashi depuis 11 ans. Dès mon arrivée, le bureau m'avait chargé du secteur des 11 Aires de Santé. Par contre, nous avons débuté la subvention en faveur des femmes césarisées, retenues faute de paiement de la facture, au cours du projet triennal 2015-2018, financé par Misereor.

CCCL : Bien avant cette subvention, quelle était la réalité des femmes césarisées ?

Jean Ndala : Leur accès à ce service était faible, car le prix d'une césarienne variait d'un hôpital à un autre entre 200 à 250 USD. Les femmes opérées étaient, en grand nombre, retenues à la maternité entre 60 à 90 jours, jusqu'à ce qu'elles paient la totalité. Pendant ce temps, toutes les personnes dépendantes de la césarisée (les autres enfants, le mari...) étaient perturbés dans leur fonctionnement. Et privée de sa liberté, cette femme assistait impuissamment à la paralysie de ses occupations quotidiennes, à la perturbation de la scolarité des enfants ainsi que de la vie conjugale... Entre temps, la césarisée et son nourrisson restaient exposés aux différentes infections nosocomiales (infections contractées en milieu hospitalier). Les hôpitaux, pendant ce temps, enregistraient un grand manque à gagner suite à l'incapacité des

femmes à honorer leurs factures. Certaines familles étaient poussées dans l'extrême pauvreté par la vente et la mise en gage des biens de la maison (vélos, habits, radios, motos, produits de récolte, etc.), ou contraintes aux dettes, dont le taux d'intérêt s'élevait à plus 50% du montant pris.

CCCL : A quel moment cette situation a-t-elle commencé à changer réellement et qu'avez-vous fait ?

Jean Ndala : Cette situation anormale a contraint le BDOM Lubumbashi, sur demande du Docteur Jean Romain KABANGE, ancien Médecin-Directeur de l'hôpital Mukabe, situé à environ 350 kms de Lubumbashi, à la considérer comme préoccupante afin de trouver satisfaction, à travers le plan triennal 2015-2018, en élaboration, et, qui devait être appuyé par Misereor.

La situation a commencé à changer en 2016 au cours du triennal 2015-2018. Il sied de noter que, dans le secteur des 11 Aires de Santé, la subvention a été, et jusqu'à ce jour, effective dans 2 hôpitaux sur les 3 qu'il compte. Comme souligné ci-haut, la sollicitude avait été manifestée par le Médecin-Directeur de l'hôpital Mukabe en 2014, mais la subvention sera octroyée à partir de 2015.

Dans l'exécution, le BDOM Lubumbashi avait négocié avec les gestionnaires de ces 3 hôpitaux de sorte qu'ils réduisent le prix d'une césarienne à 100 USD. Ce montant prenait en compte l'acte, la trousse et le séjour, mais tenait



compte du coût d'une césarienne dans le milieu rural et de la capacité financière des ménages, évaluée à un maximum de 50 USD. Donc, le projet subventionnait chaque césarienne avec 50 USD du prix fixé et le reste, c'est le ménage qui devait le payer d'autant plus que cette population bénéficiaire vit de l'agriculture de subsistance, du petit élevage et parfois du petit commerce.

Une fois le prix de la césarienne négocié avec les gestionnaires, s'en était suivie une phase de sensibilisation des prestataires par le BDOM et ensuite des bénéficiaires par les agents au cours des séances des consultations prénatales ou de leurs séjours à la maternité. Un délai de 15 jours, maximal, d'hospitalisation de la césarisée était fixé de commun accord avec les gestionnaires et les médecins directeurs des hôpitaux bénéficiaires. La sensibilisation, auprès des femmes, était centrée sur la nécessité de payer leur quote-part dans les 15 jours qui suivaient l'intervention.

CCCL : Etait-il facile de faire adhérer les Médecins-Directeurs et gestionnaires d'hôpitaux à cette idée ?

Haut-Katanga et Lualaba: expérience du BDOM Lubumbashi contre la séquestration par des hôpitaux des femmes césarisées

Jean Ndala : L'idée n'était pas facile à faire passer, sauf pour le Médecin-Directeur de l'hôpital Mukabé. Il a fallu plusieurs mois de plaidoyer et de négociation au BDOM pour que les gestionnaires et Médecins-Directeurs permettent de tenter l'expérience. A la 1ère année et malgré l'appui, les hôpitaux continuaient à séquestrer les césarisées. C'est ainsi que le taux de rétention était supérieur à 30%.

Cela nous a poussés à revenir sur l'analyse de la situation qui a identifié les facteurs secondaires ci-après : Premièrement, certaines femmes se présentaient sans leur quote-part aux hôpitaux et ces derniers les retenaient. Deuxièmement, les médecins exigeaient que les avances de certaines femmes ou la subvention soient d'abord affectées aux actes des chirurgiens. Troisièmement, certains gestionnaires considéraient le fait de libérer les femmes, comme un manque à gagner pour leurs hôpitaux avant que le BDOM ne vienne par la suite honorer la facture.

Face à ces facteurs, des pistes de solutions ont été exploitées notamment :

La sensibilisation des accompagnants/familles sur la nécessité de payer au moins les médicaments et la trousse avant l'intervention ; l'affectation de la quote-part avancée par la césarisée comme frais de l'acte, mais aussi des médicaments; la considération de la subvention comme avance sur les frais de l'acte et des médicaments ;

le pré-positionnement par le BDOM auprès des hôpitaux d'une somme d'argent couvrant au maximum 3 cas des césariennes comme couverture afin d'arracher la confiance des gestionnaires.

Malgré cela, la résistance à la subvention césarienne a été observée par certains hôpitaux dans le secteur des 11 aires de santé. Par exemple, seul l'hôpital Mukabé l'a acceptée à la 1ère année, tandis que l'hôpital de Kansenia ne l'a fait qu'à la 2ème, après une année de

réflexion ; Car, aucun hôpital n'a été contraint à y adhérer. Par contre, le Centre de Santé de Référence Saint François Xavier de Tenke a, dès le début, refusé cette subvention.

Par ailleurs, des surfacturations étaient signalées, surtout au début de la subvention. Mais, grâce à la sensibilisation et conscientisation des prestataires, lors des suivis de cette activité, la situation a été maîtrisée.

CCCL : Jusqu'à ce jour, combien de femmes ont-elles bénéficié de cette subvention ?

Jean Ndala : En termes de chiffre, je vous dirais que 46 femmes en avaient bénéficié en 2016, 60 en 2017 ; 45 en 2018; 43 en 2019; 57 en 2020 et 78 en 2021; ce qui donne un total de 329 femmes pour mon secteur.

Intégrés dans le plan triennal 2019-2021, 4 autres hôpitaux du reste du secteur rural en avaient aussi bénéficié de cette subvention. Ils sont supervisés par un autre agent du BDOM Lubumbashi. Et les femmes bénéficiaires sont 71 en 2019; 102 en 2020 et 124 en 2021, soit un total de 297 femmes.

CCCL : Quelles sont, d'après vous, les retombées de la subvention césarienne sur les femmes bénéficiaires ?

Jean Ndala : Bien que la proportion des femmes retenues ne soit pas nulle, la subvention a permis, dans mon secteur, de réduire le nombre de jours de séquestration des femmes à un maximum de 9 jours contre 90 jours avant la subvention. Les femmes peuvent, dans un délai raisonnable, regagner leurs ménages et surtout s'occuper des autres enfants. En plus, elle a permis à certains ménages d'épargner 100 à 150 USD, montant qui devrait être facturé si nous devrions considérer les prix de césariennes avant la subvention. En outre, des crédits à intérêt jusqu'au double, des articles qui ne sont plus vendus ou mis en gage et les stress des ménages des césarisées ont diminué. Le risque d'exposition aux infections

nosocomiales, suite au long séjour à l'hôpital, est réduit. Les hôpitaux, ayant accepté cette subvention, ont gagné 50 USD de plus car, malgré le prix fixé à 200 ou 250 USD, les femmes ne sont à mesure de ne payer, facilement, que 50 USD. Je peux, en outre, supposer que la subvention césarienne sauve des femmes et nouveau-nés car la prise en charge est prompte, les 50 USD octroyés par le projet étant garantis.

CCCL : N'y a-t-il pas un manque à gagner pour les hôpitaux lorsque les femmes sont incapables de payer leur quote-part ?

Jean Ndala : les femmes n'étant pas en mesure de payer leur quote-part, sont obligées de s'engager, par écrit, pour payer plus tard. Celles qui, généralement, n'y parviennent pas, les hôpitaux considèrent que sans aussi la subvention, elles ne seraient pas en mesure de le payer. Dans ce cas, les gestionnaires capitalisent uniquement la quote-part subventionnée par le projet ; une partie couvre les médicaments et l'autre l'acte, contrairement à ce qui se faisait avant où, là, le total couvrait l'acte chirurgical au détriment de la pharmacie.

CCCL : Pour finir, quelles sont les perspectives en termes d'acquis de la subvention ?

Jean Ndala : En termes des perspectives, des réflexions sont menées dans le sens d'encourager les femmes enceintes à être solidaires avec celles qui nécessitent une césarienne en constituant une caisse de solidarité « prise en charge cas de césarienne » avec cotisation d'au moins 1 dollar américain (1 USD) par an. Cet argent serait ajouté sur le prix de la 1ère visite de Consultation Périnatale.

En outre, à l'arrivée d'une mutuelle de santé dans le milieu, les femmes enceintes seront encouragées à y adhérer.

Propos recueillis par Joseph KAMENGA

Cel. Communication Caritas-Dév. Lubumbashi

TANGANYIKA : 18 enquêteurs et superviseurs formés par Caritas Congo Asbl sur le Suivi Post-distribution des Moustiquaires à Kongolo



Les Enquêteurs du projet PDM en formation par l'équipe de Caritas Congo Asbl à Kongolo

Une formation sur les enquêtes Post Distribution des Moustiquaires (PDM) a été organisée à Kongolo du 28 au 29 juin 2022 à laquelle ont pris part 18 enquêteurs, dont 7 filles. Elle s'inscrit dans le cadre du projet Suivi post-distribution (PDM) Pour la campagne RDC 2019 Tanganyika, DRC, exécuté par la Caritas Congo Asbl. Docteur John SALUMU et Mr Arnold MULENDA, respectivement Coordonnateur Terrain et Chargé de la Base des Données à la Caritas Congo Asbl, ont été les Facilitateurs de cette formation.

Après ces 2 jours de formation théorique et pratique, les enquêteurs et leurs superviseurs ont été déployés sur terrain vendredi 1er juillet 2022 pour un test pilote.

Pour rappel, ces enquêtes cadrent avec la lutte contre le paludisme en RDC, plus précisément pour le suivi post distribution de la campagne de masse des MIILD qui s'est déroulée dans la pro-

vince du Tanganyika en décembre 2020-janvier 2021. Au cours de cette campagne, 1.992.623 Moustiquaires Imprégnées d'insecticides à Longue Durée d'Action (MIILD) ont été distribuées à 713.851 ménages. Ce suivi post-distribution se déroulera en trois phases : PDM 9, PDM 18 et PDM 27, respectivement 9 mois, 18 et 27 mois après la campagne.

Il s'agira premièrement de vérifier la présence, l'utilisation et l'état des moustiquaires disponibles. Deuxièmement, il s'agira de rappeler et d'encourager les communautés à utiliser les moustiquaires qu'elles ont reçues lors de la dernière campagne de distribution.

Cette enquête cible 10 708 ménages (pour les 1,5% de 713 851 ménages) et de 535 ménages (pour les 5% de 10 708 ménages) dans les 11 ZS de la province du Tanganyika.

Cette activité est conforme au plan stratégique du Programme

National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) et vise à s'assurer que le PNLP et ses partenaires d'exécution effectuent le dénombrement et la distribution selon les procédures convenues entre le PNLP et AMF.

Que retenir de l'AMF

Against Malaria Foundation (AMF) est une organisation caritative britannique qui existe depuis 15 ans. AMF contribue à la lutte contre le paludisme en levant des fonds auprès du public pour acheter des moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue durée (MILDA). AMF travaille avec les programmes nationaux de lutte contre le paludisme et leurs partenaires pour distribuer les MILDA qu'elle finance dans plusieurs pays africains. En plus des MILDA, AMF finance également : un suivi indépendant de la préparation et la mise en œuvre des campagnes de distribution de masse pour lesquelles elle finance des MILDA, des enquêtes post-distribution qui ont lieu 9, 18 et 27 mois après la distribution auprès de 1,5% des ménages ayant reçu des MILDA financées par AMF afin de suivre la présence, l'utilisation et l'état des MILDA. Ces deux activités sont exécutées par des organisations non-gouvernementales basées dans le pays en question.

Crispin NAWAJ

Cellule de communication Caritas Dév. Kongolo

